

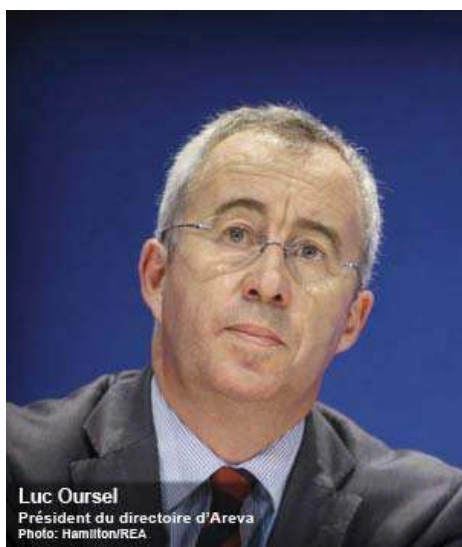
Areva paie le fiasco financier d'UraMin

Le groupe perdra entre 1,4 et 1,6 milliard d'euros en 2011 après la dépréciation de cet actif

par OLIVIER PINAUD

Nommé par l'Etat à la présidence du directoire d'Areva en juin 2011, Luc Oursel solde l'héritage des « années Anne Lauvergeon ». Achetés 1,8 milliard d'euros en 2007, les projets miniers d'UraMin ne valent plus que 410 millions. 800 millions d'euros de provisions supplémentaires sont également passés sur différents risques potentiels. A côté, le contrecoup de Fukushima ne coûtera « que » 100 millions. Au bout du compte, avec 2,36 milliards de provisions, le groupe de nucléaire accusera en 2011 une perte opérationnelle de 1,4 à 1,6 milliard d'euros.

[Suite p.6](#)



Luc Oursel
Président du directoire d'Areva
Photo: Hamilton/REA

► Prêts à l'habitat : l'ACP veille au grain

PAR ALEXANDRE GARABEDIAN

Depuis novembre, les banques françaises doivent transmettre un état mensuel de leur production de crédit immobilier à leur tutelle, inquiète d'une surchauffe.

[Suite p.10](#)

Les CoCos européens éveillent l'intérêt

L'Autorité bancaire européenne a détaillé les caractéristiques de nouveaux titres hybrides qui permettront aux établissements de combler leur déficit de capital d'ici fin juin 2012. Les banques pourraient surtout en émettre dans le cadre d'opérations d'échange de dette.

[Suite p.5](#)

Vivendi à couteaux tirés avec ses banques

Certains prêteurs jugent insuffisante la marge de 75 pb au-dessus de l'Euribor proposée par le groupe pour refinancer une ligne d'un milliard d'euros à 5 ans, rapportent des sources bancaires. Un niveau de 90 pb serait davantage conforme à son profil de crédit à l'horizon 2012.

[Suite p.7](#)

LA REVUE DE PRESSE

Plaidoyer pour un nouveau géant russe de l'acier **Financial Times**

Le Japon reste fidèle aux avions de chasse américains **Nikkei**

BG Group souhaite céder sa part dans Gujarat Gas **Financial Times**

JPMorgan Chase amateur d'« Obligations Corzine » **Wall Street Journal**

Coca-Cola croit en l'Allemagne et en l'Europe **Financial Times**

60 SECONDES

DERNIÈRE HEURE

■ Le rachat de T-Mobile USA par AT&T ne semble plus tenir qu'à un fil [p.19](#)

■ Intel pénalisé par des problèmes d'approvisionnement en disques durs [p.19](#)

ECONOMIE ET MARCHÉS

■ Natixis entre dans le top 5 du sondage qualitatif des SVT [p.2](#)

■ Le renforcement du rôle du FMI interpelle les investisseurs privés [p.2](#)

■ Les grandes économies sont exposées inégalement à la crise en zone euro [p.3](#)

■ Pékin se voit contraint de trouver de nouveaux relais de croissance [p.3](#)

■ La Bourse de Londres paie cher son pari sur les ETF [p.4](#)

EMETTEURS

■ Carrefour s'offre Guyenne et Gascogne à bon prix [p.6](#)

■ Cargill restructure et supprime 2.000 emplois [p.7](#)

INDUSTRIE FINANCIÈRE

■ La FSA fait son mea culpa au sujet de la chute de RBS [p.10](#)

■ Cognetas renonce à vendre Tokheim faute d'offres suffisantes [p.11](#)

■ Natixis accélère la réorganisation de ses activités de capital-investissement [p.11](#)

■ Haitong Securities trébuche aux portes de la Bourse de Hong Kong [p.12](#)

L'ESSENTIEL

■ Près d'un quart de l'effectif salarié d'Axa séduit par « Shareplan 2011 » [p.15](#)

■ Scor étend à nouveau son programme d'obligations catastrophes [p.15](#)

■ Michel Prada à la tête des trustees de l'IFRS Foundation [p.15](#)

■ L'Eiopa propose une méthode de calibrage pour Solvabilité 2 [p.15](#)

■ Icade dans les starting-blocks pour Silic [p.15](#)

■ Pour Fitch, le sommet de l'UE accroît la pression sur les notes [p.16](#)

■ Fondiaria-SAI s'adjoint les services de Goldman Sachs [p.16](#)

■ ING lance une offre sur 5,8 milliards d'euros de dette [p.16](#)

■ Baisse du déficit américain en novembre [p.16](#)

■ GE Capital Real Estate lève 400 millions d'euros [p.16](#)

■ Les sociétés françaises sous private equity en forme [p.16](#)

Natixis entre dans le top 5 du sondage qualitatif des SVT

La satisfaction des investisseurs sur le fonctionnement du marché de la dette française recule, de 96 % à 85 %

par VIOLAINE LE GALL

La crise de la dette de la zone euro a légèrement modifié la perception des investisseurs sur la dette souveraine française, d'après la dernière enquête réalisée pour l'Agence France Trésor. Alors qu'en 2010, 96 % des professionnels interrogés se disaient «très satisfaits ou plutôt satisfaits du fonctionnement du marché de la dette française», ils sont 85 % en 2011. Par ailleurs, les notes obtenues par les SVT ont un peu diminué. La moyenne des notes sur l'information, le conseil et le *sales coverage* perd un dixième à 7,2/10 tout comme la note sur la qualité de la recherche, à 7,3/10. Surtout, celle portant sur la qualité des prix proposés passe de 7,3/10 l'an dernier à 7/10.

Ce dernier critère est toujours celui qui est considéré comme le plus important par les investisseurs. L'attention accordée à la qualité de la recherche a

Palmarès qualitatif 2011 des SVT			
Rang	Sur les valeurs du Trésor français	Rang	Sur le marché des taux en général
1 (1)	BNP Paribas	1 (1)	Barclays Capital
2 (2)	Barclays Capital	2 (4)	BNP Paribas
3 (3)	Société Générale	3 (-)	Deutsche Bank
4 (4)	HSBC	4 (5)	JPMorgan
5 (-)	Natixis	4 ex aequo (3)	HSBC

() rang 2010

Source: IEM Finance

nettement augmenté, après plusieurs années de baisse, d'après l'enquête. La part des sondés la considérant comme très importante passe de 36,1 % à 40,9 %, une tendance qui s'explique certainement par l'incertitude liée à la crise de la dette dans la zone euro.

Dans un contexte plus mouvementé que les années précédentes pour la dette souveraine française, l'appréciation des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) n'a évolué qu'à la marge. [BNP Paribas](#),

[Barclays Capital](#), Société Générale et [HSBC](#) dominent le classement des établissements les plus fréquemment cités comme principaux partenaires des investisseurs, à l'image du palmarès 2010. [Natixis](#) fait son entrée en cinquième position, à la place du Crédit Agricole. Sur le marché des taux en général, [Deutsche Bank](#) entre dans le top 5, en troisième position.

2

Le renforcement du rôle du FMI interpelle les investisseurs privés

Pour certains, le statut de créancier senior du Fonds pourrait dissuader le secteur privé d'investir dans la dette italienne et espagnole

par SOLENN POULLENNEC

La contribution du FMI au sauvetage européen fait grincer des dents. Certains s'inquiètent du risque encouru par le fonds qui jouit du statut de créancier senior. D'autres estiment que les investisseurs privés risquent de pâtir de ce statut.

Lors du sommet du 8 décembre, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont donné dix jours pour augmenter les contributions au fonds jusqu'à 200 milliards d'euros afin de s'assurer qu'il «a des ressources suffisantes pour faire face à la crise». Dans une interview au *Monde* hier, le président français Nicolas Sarkozy affirme que le «contenu juridique» de l'accord sera précisé d'ici quinze jours pour déboucher sur un traité en mars 2012.

Pour les économistes de [Barclays](#), cette enveloppe au FMI est cruciale afin de soutenir des pays comme l'Italie et

l'Espagne en cas d'aggravation des tensions sur les marchés obligataires. L'Italie doit refinancer 340 milliards d'euros l'année prochaine et l'Espagne 120 milliards d'euros. Or, le taux des titres d'Etat à dix ans italiens remontait à 6,50% hier après être descendu à 5,7% la semaine dernière. Les titres espagnols qui affichaient un rendement de 5,08% il y a sept jours se sont tendus à 5,71%. La [BCE](#), qui a fortement réduit ses rachats de dettes souveraines la semaine dernière à 635 millions d'euros contre 3,66 milliards la semaine précédente, aurait repris hier du papier italien à 3 et 10 ans pour limiter la tension, selon des traders cités par Reuters.

Pour autant, alors que beaucoup d'investisseurs [se sont détournés](#) de la dette périphérique, «des prêts importants du FMI pourraient abaisser le taux de recouvrement de la dette par les créanciers privés en cas de défaut ou de restructuration étant donné le

statut de créancier senior du FMI», notent les économistes. Pour eux, la contribution du FMI permettrait seulement de gagner environ deux ans si les taux restent élevés. Dans le long terme, elle devrait être remplacée par des prêts garantis par les Etats membres.

Pour les économistes de [SG CIB](#), cette potentielle contribution du FMI serait même «*dangereuse pour la zone euro, car les prêts conduiraient de facto à une subordination des investisseurs*». Selon eux, elle pourrait par ailleurs précipiter de nouvelles dégradations de notes souveraines et compromettre encore le financement des pays européens via les marchés. Une dégradation de la France ne serait «pas insurmontable», a indiqué hier Nicolas Sarkozy.

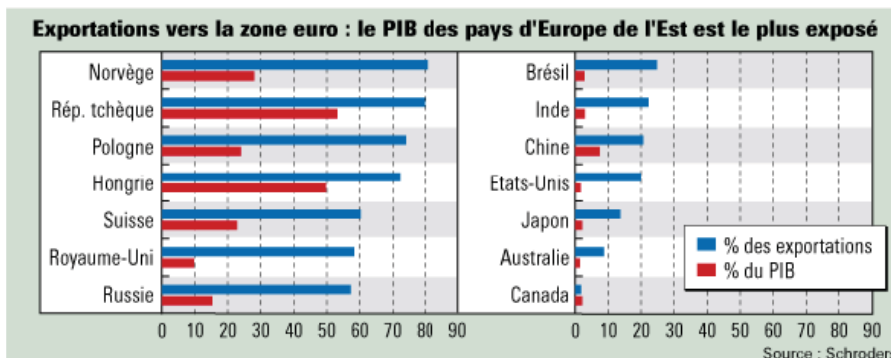
Les grandes économies sont exposées inégalement à la crise en zone euro

Le Japon et les Etats-Unis sont relativement moins sensibles au niveau de leur commerce extérieur, au contraire de l'Asie ou du Royaume-Uni

par NUNO TEIXEIRA, SCHRODERS

Compte tenu de la crise de la dette souveraine, beaucoup d'économistes ont amputé leurs prévisions de croissance du PIB pour la zone euro en 2012 ces dernières semaines. Le consensus tend ainsi vers zéro (actuellement à +0,5%) avant de basculer peut-être en territoire négatif. Certains experts, à l'image de [Schroders](#), ont d'ailleurs des prévisions sensiblement plus négatives, avec dans notre cas une anticipation de recul du PIB de la zone euro de -1,8%.

Ces anticipations sont bien sûr importantes pour la zone euro, mais aussi pour le reste du monde. L'impact sur les autres régions est lié à deux canaux de transmission principaux: le commerce extérieur et les liens entre les systèmes bancaires et financiers. Le graphique ci-joint rapporte la part des exportations vers la zone euro dans le total des exportations de chaque pays et leur part dans le PIB du pays. On constate que ce sont notamment les pays d'Europe de l'Est, le Royaume-Uni et l'Asie qui



seraient les plus affectés par une baisse des importations des pays de la zone euro. A l'inverse, pour les Etats-Unis, le Japon, l'Australie ou le Canada, la part de leur commerce extérieur avec la zone euro est relativement faible, ce qui devrait les protéger davantage.

Pour autant, s'il convient d'observer une exposition relativement faible des Etats-Unis au niveau de leur commerce extérieur, il ne faut pas pour autant minimiser l'importance de leurs liens financiers. En outre, l'impact de la crise européenne peut être important sur la

confiance des chefs d'entreprise: l'investissement semble en effet disposer d'un potentiel d'accélération en 2012, mais si l'inquiétude gagne les dirigeants, une pause ou un ralentissement sont tout à fait envisageables et pourraient bien pénaliser la croissance.

nuno.teixeira@schroders.com

3

Pékin se voit contraint de trouver de nouveaux relais de croissance

L'excédent commercial a chuté en novembre à 14,5 milliards de dollars avec une baisse des exportations vers l'Europe à un rythme annuel de 5 %

par PATRICK AUSSANNAIRE

La Chine est à un tournant. L'excédent commercial chinois a une nouvelle fois ralenti en novembre à 14,5 milliards de dollars, après 17 milliards en octobre. Le rythme de hausse des exportations a ralenti à 13,8% sur un an après 15,9% en octobre. En cause : les exportations vers l'Europe, le principal partenaire de la Chine, qui sont tombées à 5%, contre 17% un an plus tôt.

Parallèlement, les importations ont progressé sur un rythme de 22,1%, après 28,7% en octobre. Phénomène inquiétant: les importations de pétrole ont connu en novembre leur deuxième rythme le plus élevé (de 8,5%) depuis que ces statistiques sont recensées, à 5,52 millions de barils par jour. Une dépendance qui pousse les autorités à se tourner vers le gaz naturel, comme en témoigne l'accord signé hier par Sinopec

pour augmenter sa participation de 15 à 25% dans le projet australien de gaz naturel liquéfié dirigé par ConocoPhillips et Origin Energy.

Lors d'un forum pour le dixième anniversaire de l'adhésion de la Chine à l'OMC qui s'est tenu dimanche à Pékin, le président Hu Jintao a plaidé pour «une stratégie encore plus active d'ouverture et notamment vers de nouvelles zones». Un relais précieux matérialisé le mois dernier par un accord entre Pékin et les nations d'Asie du Sud-Est (Asean) visant à renforcer leur coopération commerciale.

Selon une enquête Reuters publiée hier, aucun des 19 économistes interrogés ne croit néanmoins à une dévaluation du yuan l'an prochain pour soutenir les exportations, malgré les fortes pressions baissières dont il fait l'objet avec un taux forward à 12 mois à Hong Kong qui traite avec une décote record de 1,2%.

«Les sorties de capitaux hors de la

Chine devraient continuer et l'excédent commercial pourrait continuer de se réduire, contraignant la banque centrale à baisser son ratio de réserves obligatoires» estime Shen Jianguang, économiste chez Mizuho Securities. Une opinion partagée l'enquête Reuters qui table sur une baisse du ratio de 200 pb sur l'année 2012.

Elle estime néanmoins que seul un ralentissement de la croissance sous les 8% pousserait les autorités à baisser les taux. La crise de l'immobilier et de l'endettement des collectivités portant les stigmates de la relance opérée en 2008, GaveKal estime que «la Chine ne peut se permettre de relancer le levier monétaire mais conserve une marge pour une modeste relance fiscale».

La Bourse de Londres paie cher son pari sur les ETF

Le rachat des indices FTSE pour 450 millions de livres doit permettre à l'opérateur de se renforcer sur les dérivés et les trackers

par SOLENN POULLENNEC

La Bourse de Londres se renforce dans les indices. Elle a annoncé hier le rachat au groupe Pearson des 50 % de [FTSE International](#) qu'elle ne possédait pas encore pour 450 millions de livres. L'opération, qui devrait être conclue au premier trimestre de l'année prochaine, marque la volonté du [London Stock Exchange](#) de se renforcer sur les dérivés et les ETF.

FTSE International calcule et gère plus de 200.000 indices à travers le monde, dont l'emblématique [FTSE 100](#). Ces indices sont liés à 3.000 milliards de dollars d'actifs sous gestion et servent notamment de référence aux produits à succès que sont les ETF. Le [LSE](#) a indiqué qu'il ne comptait pas changer le fonctionnement des indices ni remettre en cause ses partenariats actuels.

Le [LSE](#) est resté très vague sur les raisons qui ont motivé l'opération. Le

patron du groupe, Xavier Rolet, s'est contenté d'affirmer dans un communiqué que cet achat «*confirmait la stratégie de diversification de la société*». Celui-ci doit lui permettre de faire face au succès de plates-formes alternatives comme Chi-X et au rapprochement, qui reste à approuver par Bruxelles, de [Nyse Euronext](#) et Deutsche Börse. Dans cette optique, le

Un prix de 96 fois le bénéfice net

[LSE](#) a lancé une activité d'échange de dérivés actions et indices, [Turquoise Derivatives](#).

Les dérivés sont devenus un relais de croissance essentiel pour les opérateurs boursiers alors que les réglementations initiées par le G20 devraient en pousser beaucoup vers des plates-formes d'échange et des chambres de compensation. Les indices

sont des bases idéales au développement de ces produits et sont donc jalousement conservés par leurs propriétaires. Ainsi, Deutsche Börse qui possède les indices Stoxx [tergiverse](#) pour autoriser leur utilisation par d'autres opérateurs pour développer des dérivés.

Toujours pour se diversifier, le [LSE](#) est en négociation pour obtenir une part majoritaire de la chambre de compensation franco-britannique LCH.Clearnet. La Bourse pourrait mettre jusqu'à 1 milliard d'euros pour cette opération selon le [Financial Times](#). Jusqu'à nouvel ordre, le rachat de [FTSE International](#) représente l'acquisition la plus importante depuis le rachat de Borsa Italiana en 2007. Mais à 22,5 fois l'Ebitda 2010, le prix payé pour réaliser cette opération est élevé. Selon Numis Securities, «*le [LSE](#) paye 96 fois le bénéfice net historique de 9,4 millions de livres. C'est énorme*».

4

NOUVEAU
Édition 2012
parution novembre 2011

Le guide des états-majors des grandes entreprises

Indispensable pour développer son réseau professionnel

TOUT le top management des 500 plus grandes entreprises est dans le guide des états-majors :

> **7 700** dirigeants ciblés (fonction, biographie, administrateurs, chiffres clés...)

40 % de mouvements chaque année

Mise à jour en temps réel grâce à l'accès au site www.etatsmajors.com

Commandez votre exemplaire sur www.agefi.fr/gem

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/78, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Le guide des états-majors est une publication d'AGEFI S.A. - 8 rue du Sentier, 75002 Paris cedex 02. Tél : 01 53 00 26 26 - Fax : 01 53 00 27 25 - S.A. au capital de 1 260 000 € - R.C.S. PARIS B 334 768 652



L'AGEFI

L'Autorité bancaire européenne lève le voile sur les CoCos

Les banques pourraient proposer aux investisseurs ces titres en échange d'instruments hybrides existants

par VIOLAINE LE GALL

Les banques en savent plus sur le nouvel instrument de dette qu'elles pourront émettre d'ici le 30 juin 2012 pour combler d'éventuels déficits en capital. L'Autorité bancaire européenne (ABE) a publié la semaine dernière les [caractéristiques](#) que devront avoir ces nouvelles obligations. Baptisées Buffer Convertible Capital Securities (BCCS), elles seront converties en actions si le ratio *core tier one* est inférieur à 7 % jusqu'à fin 2012. Puis, à partir du 1er janvier 2013, la conversion sera déclenchée si le ratio *common equity tier one*, défini par CRD 4, tombe sous le seuil de 5,125 %.

«*Nous voyons beaucoup d'opportunités pour ces nouveaux titres. Les banques pourraient en émettre dans le cadre de placement privés auprès de leurs actionnaires ou investisseurs stratégiques de type fonds souverains ou au travers*

d'opérations de liability management», explique Khalid Krim, responsable européen de la structuration d'instruments de capitaux chez [Morgan Stanley](#).

Des banques pourraient lancer des offres d'échange de titres hybrides existants, qui n'auront bientôt plus de reconnaissance en termes réglementaires sous Bâle 3 / CRD 4, en

Gérants convertibles et banques privées ciblés

titres BCCS. «*Les banques dont le core tier one dépasse déjà 9 % pourraient quant à elles utiliser ces instruments de tier one hybrides convertibles pour renforcer leur niveau de tier one*», ajoute Khalid Krim.

Les chefs de file cibleront les gérants d'obligations convertibles et les banques privées qui seront attirés par un coupon de 8,5 à 9 %. Les gérants plus

traditionnels devraient en revanche rester à l'écart en raison des caractéristiques de ces dettes, perpétuelles et dont le coupon est annulable.

«*Le fait que l'EBE ait publié un cadre pour ces nouveaux titres donne de la clarté au marché*, souligne Khalid Krim. *Celui-ci pourrait même être utilisé au-delà du 30 juin 2012* ». Si, à cette date, certaines banques affichent encore un déficit en capital, les Etats pourraient les recapitaliser via ces BCCS en lieu et place d'actions ordinaires. Ces titres ont en effet l'avantage d'être standardisés alors, qu'en 2008-09, les Etats avaient utilisé des instruments très variés pour aider leurs banques. Par ailleurs, si les BCCS sont liquides, les Etats pourraient les vendre sur le marché et les banques n'auraient donc pas besoin de les rembourser.

5

Emissions attendues sur les crédits

Sources : L'Agefi, Dealogic

Emetteur	Maturité	Devise	Montant en mns €	Lancement	Chefs de file
Clariant	-	euro	-	-	BNP Paribas, Citigroup, UniCredit

Niveau des spreads sur les émissions récentes

Sources : L'Agefi, Dealogic

Emetteur	Date d'émission	Maturité	Notation	Montant en mns €	Spread à l'émission (en pb par rapport aux benchmarks)
Vinci	8 décembre	fév. 2017	BBB+	750	230
Akzo Nobel	8 décembre	déc. 2018	BBB+	800	185
Vallourec	7 décembre	fév. 2017	BBB+	650	240
Eutelsat	7 décembre	janv. 2019	BBB	800	280
Unibail-Rodamco	6 décembre	déc. 2017	A+	500	178
Linde	5 décembre	déc. 2018	A-	750	87
Repsol	5 décembre	fév. 2016	BBB+	850	250

Carrefour s'offre Guyenne et Gascogne à bon prix

L'OPA, à titre principal, proposera 74,25 euros par action. A titre subsidiaire 3,9 actions Carrefour seront offertes pour 1 action Guyenne

par BRUNO DE ROULHAC

Pour satisfaire tous les actionnaires de [Guyenne et Gascogne](#), [Carrefour](#) offrira à la fois du cash et des titres. Hier soir, le distributeur a annoncé son intention de déposer un projet d'OPA à titre principal et d'OPE à titre subsidiaire sur son franchisé. Une opération approuvée à l'unanimité par les deux conseils. [Guyenne et Gascogne](#) versera avant la clôture de l'offre un acompte sur dividende de 7 euros par action, contre un dividende de 4,80 euros versé au titre de 2010.

Dans le cadre de l'OPA, [Carrefour](#) propose 74,25 euros par action [Guyenne et Gascogne](#), pour un cours de 87,60 euros vendredi soir. Le prix offert, accru de l'acompte de 7 euros, correspond au cours du 6 décembre, juste avant les rumeurs de rapprochement. Pourtant, ce prix pourrait être jugé décevant par les analystes. La semaine dernière, CM-CIC

évoquait une valorisation autour de 95 euros, et Cheuvreux autour de 110 euros.

Comme 49,7% des actionnaires de [Guyenne et Gascogne](#) - dont la famille Beau (21,3%), First Eagle IM (20,1%) et [Tocqueville Finance](#) (4,8%) - se sont engagés à apporter leurs titres à l'OPE, [Carrefour](#) devrait déboursier au maximum 248 millions d'euros au titre de l'offre en numéraire. Holding de

Guyenne versera un dividende de 7 euros

Lisbonne, qui détient 7,4% de [Guyenne et Gascogne](#), s'est engagé à apporter ses titres à cette offre.

Dans le cadre de l'OPE, basée également sur la parité d'avant les rumeurs, 3,90 actions [Carrefour](#) à émettre seront offertes pour 1 action [Guyenne et Gascogne](#). Cette offre subsidiaire sera limitée à 75% du capital.

Si ce chiffre était atteint, les actionnaires actuels de [Carrefour](#) seraient dilués de près de 3%. Seuls la famille Beau et First Eagle - et non [Tocqueville Finance](#) - se sont engagés «sous certaines conditions» à conserver leurs titres [Carrefour](#) pendant au moins douze mois. Au total, l'OPA/OPE valorise [Guyenne et Gascogne](#) 542 millions.

Conseillé par Rothschild & Cie et par Ondra Partners, [Guyenne et Gascogne](#) a nommé Bertrand Jacquillat, président d'Associés en Finance, comme expert indépendant. [Carrefour](#), conseillé par Société Générale, lancera son offre au premier trimestre 2012.

Parallèlement, [Carrefour](#) a annoncé sa décision d'exercer l'option de vente de sa participation dans le Groupe Altis, l'un de ses franchisés du Sud-Ouest. Il détenait Groupe Altis à parité avec le basque espagnol Eroski. Le prix de cette option est de 153 millions d'euros en numéraire.

6

Areva paie le fiasco financier d'UraMin

Suite de la première page

par OLIVIER PINAUD

Déjà, en 2010, la valeur d'UraMin avait été réduite de 426 millions d'euros. En quatre ans, les trois projets miniers (Namibie, République centrafricaine et Afrique du Sud) de cette société créée en 2005 ont donc été dévalorisés de 77%. «A elles seules, les dates des notes consultées dans les services de l'Agence des participations de l'Etat amènent à mettre en doute le caractère optimal du processus décisionnel qui a conduit à l'acquisition d'UraMin par Areva», révélait en octobre 2011 le rapport du député PS Marc Goua sur [Areva](#). L'opération a en effet été menée en mai 2007, entre le deuxième tour des élections présidentielles et le premier tour des élections législatives.

«Alors que le ministre de l'Économie est censé expédier les affaires courantes, ou qu'il vient tout juste d'être nommé, les services lui recommandent, voire lui présentent comme inéluctable, une acquisition de très grande ampleur,

indique le rapport. *L'intervalle entre ces deux dates est prétendument mis à profit pour effectuer des diligences complémentaires. L'enjeu principal est celui des réserves d'uranium, ce qui suppose une exploration matérielle sur place. Dans un laps de temps si court, le supplément d'information ne peut pourtant être que de nature scripturale.*

Areva paie donc aujourd'hui au prix fort cette précipitation. Trois membres du conseil de surveillance d'[Areva](#) devront faire la lumière sur cette acquisition, la plus importante de l'histoire du groupe, et «en tirer des enseignements». Le rapport est attendu début 2012.

En attendant, «l'affaire UraMin», associée aux autres dérives, va coûter entre 1,4 et 1,6 milliard d'euros de fonds propres à [Areva](#). De quoi annihiler l'augmentation de capital de 900 millions d'euros de décembre 2010, dans laquelle le fonds souverain du Koweït avait injecté 600 millions aux côtés de l'Etat français. L'opération a été réalisée à un cours de

32,5 euros. Hier, l'action [Areva](#) a fini en baisse de 5,56% à 19,20 euros.

Les fonds propres du groupe devraient retomber aux environs de 6,5 milliards d'euros face à une dette estimée à plus de 3,8 milliards. Selon un analyste, qui attendait toutefois les détails que doit communiquer Luc Oursel ce matin, le groupe ne devrait pas connaître de tensions de liquidités à court terme. Les provisions n'ont pas de conséquence sur la trésorerie brute et [Areva](#) promet de céder pour 1,2 milliard d'euros d'actifs. La nature de ces cessions n'a pas été détaillée, mais la vente de la part de 26% au capital d'[Eramet](#) devrait constituer la principale opération.

Aucune précision n'était apportée hier sur de possibles réductions d'effectifs en France. Mais la direction d'[Areva](#) prévoit de baisser les charges du groupe de 1 milliard d'euros par an, à l'horizon 2015, soit 10% de la base de coûts actuelle.

Vivendi négocie âprement les termes d'un crédit syndiqué d'un milliard d'euros

Les banques veulent obtenir une marge de 90 pb au-dessus de l'Euribor contre un niveau de 75 pb offert par le groupe de communication

par YVES-MARC LE REOUR

Les contraintes qui pèsent sur la liquidité des banques en Europe se font désormais sentir sur les conditions financières accordées aux grands *corporates*. Habitué à obtenir des marges bancaires favorables pour ses crédits syndiqués, [Vivendi](#) peine actuellement à finaliser des négociations portant sur une ligne de crédit revolving d'un milliard d'euros, selon plusieurs sources bancaires.

Signe des temps, certains établissements de crédit, en France notamment, jugent insuffisante la marge de 75 points de base (pb) au-dessus de l'Euribor proposée par le groupe de communication, estimant que 90 pb seraient davantage conformes à son profil de crédit (BBB chez S&P et [Fitch](#), Baa2 pour Moody's). A titre de comparaison, [Vivendi](#) avait conclu en septembre 2010 un crédit syndiqué d'un milliard d'euros à 5 ans avec un taux

d'intérêt fixé à 55 pb au-dessus de l'Euribor. La nouvelle ligne d'un milliard d'euros en négociation se substituerait à une ligne de même montant mise en place début 2008, qui expire en février 2013.

La commission de montage exigée par les banques serait de surcroît plus élevée que les 35 pb offerts par l'emprunteur, de même que celle liée au premier tirage.

Des commissions de montage et de premier tirage également plus élevées

Si les 15 pb proposés par [Vivendi](#) pour un tirage maximum d'un tiers du crédit mis à disposition ne semblent pas poser de problème, il lui en coûterait «30 pb au lieu de 20 pb pour une utilisation allant jusqu'au deux tiers et 50 pb au lieu de 30 pb au-delà», soulignent ces sources. Le bouclage de l'opération ne devrait pas avoir lieu avant fin janvier 2012.

Après l'acquisition des activités de musique enregistrée d'EMI le mois dernier pour 1,4 milliard d'euros, S&P craint une détérioration de la structure de bilan de [Vivendi](#), avec un ratio de dette nette sur Ebitda de 2,5 fois l'an prochain contre 2,2 fois à fin 2011. Le directeur financier Philippe Capron a reconnu mi-novembre que le groupe, qui compte ramener son endettement sous les 13 milliards d'euros à fin décembre, avait désormais «très peu de marge de manœuvre» pour des opérations significatives de croissance externe.

Compte tenu de la nécessité d'alléger leur bilan, «les banques donneront la priorité à leur marché domestique dans leurs engagements financiers», estime un banquier londonien, en ajoutant que les établissements de crédit procéderont à un examen attentif de toutes les conditions financières liées aux crédits syndiqués au cours des prochains mois.

7

Cargill restructure et supprime 2.000 emplois

Le numéro un mondial du trading des produits agricoles réduit notamment des postes à Genève et à Hong Kong, dans l'énergie et les métaux

par MARC GUÉNIAT, À GENÈVE

Confronté à des résultats en baisse, Cargill restructure. Début décembre, le géant américain du négoce des produits agricoles a annoncé la suppression de 2.000 emplois à travers le monde, soit 1,5% de ses effectifs. Son siège de Genève, d'où se déploient ses activités dans l'énergie, les transports et les métaux, est touché, selon deux sources anonymes, dont une interne.

Basée dans le Minnesota, la multinationale en mains privées confirme que 120 postes de son département énergie, sont supprimés à Genève ainsi qu'à Hong Kong. Une partie de ces emplois dans le *back office* seront déplacés en Pologne et en Bulgarie, selon ces sources. La compagnie emploie 850 personnes en Pologne, notamment dans la gestion du risque, et 10 en Bulgarie. Deux pays depuis lesquels, atteste Corinne

Holtshausen, une porte-parole de Cargill, un «support substantiel» est déjà fourni aux activités de trading exercées depuis Genève. La porte-parole dément en revanche tout abandon du site suisse.

La rumeur court depuis quelques semaines à Genève, renforcée par le fait que Cargill s'apprête à déménager de son immeuble situé dans le quartier de Champel. Son bail arrive à échéance en septembre 2014 et ne sera pas renouvelé en raison d'importants travaux de rénovation que doit subir le bâtiment. Établie à Genève depuis 1956, la firme n'a pas souhaité indiquer si les locaux qu'elle convoite doivent pouvoir abriter le même nombre de collaborateurs.

Menée durant les six prochains mois, la réduction d'effectifs décidée par le numéro un mondial du trading des produits agricoles fait suite à la chute de ses résultats au premier trimestre 2011,

de juin à août, par rapport à l'an dernier. Le chiffre d'affaires a certes augmenté de 34%, à 34,6 milliards de dollars, mais le bénéfice a plongé de 66%, à 236 millions de dollars.

Comme ses concurrents, dont Bunge, le groupe attribue ces chiffres au degré élevé d'incertitude planant sur l'économie mondiale et ses répercussions sur les marchés des matières premières, marqués par une forte volatilité des flux de capitaux. Ces résultats montrent aussi l'extrême dépendance du groupe aux variations des prix des contrats à terme ainsi que l'importance des stratégies spéculatives sur ses profits. Cette volatilité reflète en effet la complexité, même pour l'un des leaders du marché «physique» des matières premières, du contrôle des risques dans un tel contexte.

FRANCHISSEMENTS DE SEUIL :

Le Noble Age : Alsacienne et Lorraine de Valeur, d'Entreprises et de Participations a franchi individuellement en hausse le seuil de 5 % des droits de vote et détient 5,85 % du capital et 7,29 % des droits de vote (12/12/11).

Robertet : First Eagle IM, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a franchi en baisse le seuil de 20 % des droits de vote et détient 25,28 % du capital et 19,88 % des droits de vote (09/12/11).

Store Electronic Systems : Tikehau Capital Partners a franchi en hausse les seuils de 10 % du capital et des droits de vote et détient 10,36 % du capital et des droits de vote (09/12/11).

Quantel : CM-CIC Investissement a franchi en baisse le seuil de 5 % des droits de vote et détient 3,04 % du capital et 4,81 % des droits de vote (08/12/11).

Société Centrale des Bois et Scieries de la Manche : Théodor Capital Ltd contrôlée par Sara Weinstein a franchi en hausse les seuils de 5 % et 10 % du capital et des droits de vote et détient 14,22 % du capital et des droits de vote (07/12/11).

Mauna Kea Technologies : Benjamin Abrat a franchi en baisse le seuil de 5 % du capital et détient 4,91 % du capital et 5,43 % des droits de vote (06/12/11).

Maesa : F&B Group a franchi en hausse les seuils de 95 % du capital et des droits de vote et détient 96,16 % du capital et des droits de vote (06/12/11).

FIPP : Alain Duménil a franchi en baisse, directement et indirectement par l'intermédiaire des sociétés Acanthe Développement SA, Rodra Investissements SCS et Surbak Sarl qu'il contrôle, les seuils de 90 % et 2/3 du capital et des droits de vote et détient 54,47 % du capital et des droits de vote (06/12/11).

Neopost : Mondrian IP Ltd agissant pour le compte de clients dont elle assure la gestion, a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 5,06 % du capital et des droits de vote (06/12/11).

Pernod Ricard : CRMC a franchi en hausse le seuil de 5 % du capital et détient 5,03 % du capital et 4,60 % des droits de vote (05/12/11).

Chargeurs : Sofi Emy a franchi individuellement en hausse le seuil de 5 % du capital et détient individuellement, 5,03 % du capital et 4,92 % des droits de vote. Eduardo Malone a franchi en hausse, directement et indirectement par l'intermédiaire de Sofi Emy qu'il contrôle, le seuil de 5 % des droits de vote et détient 5,13 % du capital et 5,02 % des droits de vote (02/12/11).

Maurel et Prom : MACIF a franchi en baisse, puis en hausse, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 6,86 % du capital et des droits de vote (02/12/11).

CGG-Véritas : BlackRock, agissant pour le compte de fonds et de clients sous gestion, a franchi en baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 4,93 % du capital et 4,72 % des droits de vote (01/12/11).

Foncière Paris France : PHRV et Cofitem-Cofimur ont franchi de concert en hausse, les seuils de 25 % du capital et des droits de vote et détient 28,16 % du capital et des droits de vote (01/12/11).

OFFRES PUBLIQUES :

Supra : dépôt d'un projet d'offre publique d'achat simplifié de Supra Holding au prix unitaire de 10,88 € (28/11/11).

Cybernetix : projet d'offre publique d'achat de Technip au prix unitaire de 19 € (17/11/11).

Groupe Diffusion Plus : offre publique d'achat simplifiée de la Sarl MF Finance agissant pour le compte du concert constitué par William Mériel, Daniel Ferrand et Mauricette Mériel au prix unitaire de 40,52 €. L'offre sera ouverte du 02/12 au 15/12 inclus (01/12/11).

Novagali Pharma : offre publique d'achat simplifiée de Santen Pharmaceutical Co., Ltd au prix de 6,15 € par action, de 4,03 € par BSA 2014 et de 2,75 € par BSA 2019. L'offre sera ouverte du 02/12 au 15/12/11 inclus (01/12/11).

Rue du Commerce : projet d'offre publique d'achat d'Altacom, contrôlée par Altarea au prix unitaire de 9 € (28/10/11)

Foncière Paris France : projet d'offre publique d'achat en surenchère de la SA PHRV au prix unitaire de 110 € par action. De 119 € la totalité des OSRA 2006 non cotées, de 114 € la totalité des OSRA 2010 non cotées (hormis celles détenues par le concert et par le groupe Covéa), de 24 € la totalité des BSA 2005 non cotés et de 1,10 €, la totalité des BSA 2010 cotés, (hormis ceux détenus par le concert) (29/11/11).

Amundi ETF



L'AGEFI
Séminaires



Forum ETF 2012

Réglementation, collatéral, OTC, liquidité, indices, réplication... une matinée pour passer en revue les grands enjeux du marché

JEUDI 16 FÉVRIER 2012 - DE 8H30 À 13H

Hôtel Ambassador
16 boulevard Haussmann - 75009 Paris

> **Les débats seront animés par Florent Berthet, rédacteur en chef adjoint, agefi.fr, Valérie Riochet, Journaliste, L'AGEFI HEBDO, et Jean-François Tardiveau, Rédacteur en chef, NEWSManagers**

8h45 - 9h00

KEYNOTE SPEAKER Les ETF sont-ils encore attractifs pour les investisseurs institutionnels en 2012 ?

Alain Pestre, directeur des investissements, CAVP - CAISSE D'ASSURANCE VIEillesse DES PHARMACIENS

9h - 9h20

Atelier 1 - Réglementation - Vers un encadrement réglementaire spécifique des ETF et plus de transparence ?

Edouard Vieillefond, secrétaire général adjoint en charge de la direction de la régulation et des affaires européennes, AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS

9h20 - 9h50

Atelier 2 - Négociation sur le marché OTC

Régis Yancovici, directeur général délégué - responsable de la gestion, EFIGEST AM
Soufiane Jbara, responsable de l'exécution ETF France, Benelux et Suisse, FLOWTRADERS

9h50 - 10h20

Atelier 3 - Liquidité

Olivier Paquier, directeur France, Espagne et Portugal, SPDR ETF
Philippe Toledano, gérant allocation globale, NATIXIS ASSET MANAGEMENT

10h20 - 10h40

KEYNOTE SPEAKER Due diligence des investisseurs en ETF

Philippe Malaise, professeur de finance, EDHEC-RISK INSTITUTE

11h - 11h30

Atelier 4 - Indices - Evolutions et innovations en matière d'indices ETF en 2012

Thibaud de Cherisey, directeur Europe du développement des ETF, INVESCO POWERSHARES
Mirela Vlad, directeur régional, EUROMTS INDICES

11h30 - 12h00

Atelier 5 - Réplication - Les points clés pour s'assurer de la qualité d'un ETF

Fannie Wurtz, responsable des relations clientèles, AMUNDI ETF
Nicolas Caplain, directeur de la sélection des fonds externes, LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT

12h - 12h30

Grand débat de clôture Collatéral et contrepartie

Yves Maillot, directeur investissements et gestion actions, ROBECO GESTIONS
Thibaud de Cherisey, directeur Europe du développement des ETF, INVESCO POWERSHARES
Laetitia Roche-Hintzy, ventes institutionnelles, AMUNDI ETF
Olivier Paquier, directeur France, Espagne et Portugal, SPDR ETF

Les débats seront suivis d'un cocktail

Bulletin d'inscription

A retourner à L'AGEFI SEMINAIRES - 164 boulevard Haussmann - 75008 Paris
Accompagné de votre règlement à l'ordre de Development Institute International

GPI1202

Nom : Prénom :
Fonction : Société :
Adresse :
CP : Ville : Pays :
Tél : Fax :
E-mail : N°TVA intracommunautaire (impératif) :

☐ **ACCÈS GRATUIT POUR LES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS** (caisses de retraite, institutions de prévoyance, mutuelles, compagnies d'assurances, hors activité de gestion pour compte de tiers, corporates)

☐ Participation aux frais : 490,00 € HT (soit 586,04 € TTC) pour tout règlement après le 3 février 2012

☐ Tarif spécial : -50 € HT de réduction pour tout règlement avant le 3 février 2012
soit 440 € HT (soit 526,24 € TTC)

La facture tient lieu de convention simplifiée de formation professionnelle

Renseignements et inscriptions :

Tél. : 01 43 12 85 55 - Fax : 01 40 06 95 26 - e-mail : info-seminaire@agefi.fr

Signature & cachet de l'entreprise :

L'AGEFI

L'intelligence financière au quotidien

Les banques françaises doivent montrer patte blanche sur le prêt à l'habitat

L'ACP, qui s'inquiète d'un risque pour la stabilité financière, réclame depuis novembre un état mensuel des critères de production nouvelle

par ALEXANDRE GARABEDIAN

Mieux vaut tard que jamais. Depuis fin novembre, les principaux acteurs du crédit à l'habitat en France sont tenus de transmettre à l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) un état mensuel détaillé de leur production nouvelle. La tutelle appréciera ainsi leur prise de risque suivant trois indicateurs: le taux d'effort des emprunteurs, le ratio entre prêt et valeur des biens financés, et la durée initiale maximale des prêts.

Les banques dont l'encours de prêts à l'habitat dépasse 4 milliards d'euros ont transmis il y a quelques jours ces informations pour leur production d'octobre et de 2011. Elles se plieront désormais chaque mois à l'exercice, jusqu'à présent annuel.

C'est une instruction de l'ACP du 29 septembre, qui a fixé la règle. Car depuis près d'un an, le superviseur s'inquiète de la flambée des prix de l'immobilier dans l'Hexagone: +141% entre 1998 et

2010 d'après l'Insee. A tel point que le 21 juillet, le Conseil de régulation financière et du risque systémique (Corefris) créé en 2010 pour assister Bercy «a observé que l'évolution des prix de l'immobilier, si elle se poursuivait au même rythme, pouvait représenter un risque pour la stabilité financière», note l'ACP dans sa dernière revue.

Une instruction qui arrive tard

Christian Noyer, le gouverneur de la [Banque de France](#), avait déjà appelé plusieurs fois les banques à la vigilance. Il a même adressé un courrier en ce sens, le 7 septembre, à Frédéric Oudéa, président de la Fédération bancaire française.

Selon [une enquête de l'ACP](#), le coût du risque des crédits immobiliers reste encore très bas en France, à 0,08% en

2010. Le taux d'encours douteux a légèrement augmenté, à 1,29 %, avec une hausse marquée pour les prêts à taux variable (2,79%). Le taux d'apport des emprunteurs recule (18,9%), mais la durée initiale des prêts aussi (18,4 ans).

D'aucuns jugeront que le superviseur réagit à contretemps, alors que la fin des mesures fiscales incitatives et le gel des marchés financiers jouent de toute façon en faveur d'une modération du crédit. De fait, la production sur 12 mois glissants de prêts à l'habitat des ménages diminue depuis mai, à 158,9 milliards fin octobre selon la [Banque de France](#). Et pour la prévention, il est un peu tard: en témoigne la plainte contre [BNP Paribas](#) de plusieurs clients qui se sont endettés en franc suisse en 2008 et 2009 auprès de l'[UCB \(Cetelem\)](#). A l'époque, ce dernier faisait campagne sur le thème du «crédit responsable».

10

La FSA fait son mea culpa au sujet de la chute de RBS

L'autorité britannique pointe les erreurs du management et la complaisance de l'Etat. Elle préconise des réformes pour éviter un scénario similaire

par FLORENT LE QUINTREC

Dans son rapport sur la quasi-faillite de [RBS](#) en 2008, la *Finance Services Authority* (FSA), la *British Finance* tire à boulets rouges sur le management de la banque et les responsables politiques de l'époque, et reconnaît à demi-mot sa part de responsabilité dans la chute de l'établissement désormais détenu à 82% par l'Etat britannique.

Le [rapport](#) retient six facteurs ayant conduit à l'effondrement de RBS: un niveau de capital insuffisant, une dépendance exagérée au financement de court terme, une qualité incertaine des actifs, des pertes de trading, l'acquisition inconsiderée d'[ABN Amro](#) et la crise financière. «Il y a eu une attention insuffisante portée sur les questions prudentielles essentielles de capital et de liquidité, et une attention inadéquate donnée aux risques des

activités clés et aux questions de qualité des actifs», souligne le rapport.

Selon les règles prudentielles actuelles, le ratio de fonds propres durs de [RBS](#) aurait été d'à peine 2% en 2007, soit largement insuffisant pour racheter [ABN Amro](#). [RBS](#) avait acquis sa participation dans la banque néerlandaise en payant 4,3 milliards d'euros en actions et 22,6 milliards en numéraire largement financé par dette, dont 12,3 milliards à moins d'un an. En 2008, la banque essuyait une perte de 24 milliards de livres après sa nationalisation pour 45 milliards.

Ce rachat, qualifié de «*pari risqué*», a accentué la dépendance de la banque aux marchés de court terme qui ont progressivement cessé de lui prêter vu sa faible solvabilité. La FSA dénonce les «mauvaises décisions» prises par le management ainsi que l'autoritarisme du directeur général de l'époque Fred Goodwin. Toutefois, elle n'a pas

constaté d'agissements malhonnêtes, ce qui l'empêche de poursuivre les fautifs en justice.

La FSA reconnaît d'ailleurs sa faute, admettant une surveillance trop lointaine de la situation de [RBS](#), et n'avoir réagi qu'une fois la faillite inéluctable. Elle précise toutefois avoir suivi les consignes du Premier ministre de l'époque, Gordon Brown, qui prônait une supervision «*light touch*» (légère) pour préserver la compétitivité de la City.

Pour éviter une répétition du cas [RBS](#), la FSA souhaite un débat sur les réformes à adopter. Elle recommande notamment d'empêcher les dirigeants de banques conduites à la faillite de retrouver des postes à responsabilité ou encore qu'une «part très significative» de leur rémunération soit annulée en cas de banqueroute.

Cognetas renonce à vendre Tokheim faute d'offres suffisantes

La société de gestion est par ailleurs parvenue à un accord avec les investisseurs de son deuxième fonds. Le bureau de Londres fermera le 31 décembre

par ANTOINE LANDROT

Les restrictions posées par les banques continuent de peser sur l'activité de capital-investissement. Patrick Eisenchteter, responsable de la société de gestion [Cognetas](#), a confirmé à *L'Agefi* l'interruption du processus de vente de Tokheim, révélée hier par le *Financial Times*. Le processus a été stoppé alors que trois acquéreurs - First Reserve, [PAI Partners](#) et Rhone Capital - avaient été retenus pour le deuxième tour.

Si toutes les offres étaient financées par des banques, elles ont été jugées insuffisantes pour une société «*qui n'a jamais connu de problème de croissance et dont les résultats 2011 seront supérieurs à ceux de 2010 et au budget*», précise le dirigeant. [Cognetas](#) a acquis l'équipementier pour stations-service en 2005 auprès d'Axa Private Equity, pour 250 millions d'euros. Mais les tensions sur le marché de la dette n'ont visiblement pas permis aux

prêteurs de s'aligner sur les prétentions du vendeur.

La société de gestion a décidé de conserver Tokheim et de «*mettre à plat une stratégie pour les trois prochaines années*». Des acquisitions, dont certaines «*transformantes*», sont prévues; si aucune dette d'acquisition n'est au programme, le gérant est prêt à injecter du capital supplémentaire.

Trois prétendants au second tour

Cognetas dispose d'une enveloppe de 200 millions d'euros issue de son deuxième fonds (levé en 2005 mais dont la période d'investissement est terminée), consacrée aux investissements dans ses participations, au nombre de sept. Les négociations avec les investisseurs institutionnels, en cours depuis plusieurs mois, se sont en effet conclues récemment sur un soutien

permettant la poursuite de l'activité du fonds. Ce dernier ne pourra investir dans de nouvelles sociétés, mais les investisseurs se sont déclarés prêts à apporter des capitaux en cas d'opportunité.

Cet accord devrait permettre de stabiliser l'équipe de [Cognetas](#), qui a traversé une période difficile. En effet, deux actifs phares, SGD et CPI, ont été récupérés par leurs créanciers en 2009 et 2010. En juin dernier, son responsable historique Nigel McConnell a été remplacé par Patrick Eisenchteter, qui demeure responsable du bureau de Paris. La filiale allemande de Francfort a été fermée et le siège de Londres connaîtra le même sort le 31 décembre. Resteront Paris et Milan.

Cognetas et Atria Capital ont par ailleurs démenti avoir été en discussions avant que le gérant dirigé par Dominique Oger ne rejoigne Naxicap (lire ci-dessous).

11

Natixis accélère la réorganisation de ses activités de capital-investissement

Après avoir intégré Atria Capital Partenaires, Naxicap Partners compte lever un fonds mezzanine en 2012. Masseran pourrait intégrer Seventure

par ANTOINE LANDROT

L'acquisition d'[Atria Capital Partenaires](#) (*L'Agefi Quotidien* du 8 décembre) permet à [Naxicap Partners](#) d'accélérer la diversification de ses sources de capitaux. En intégrant les véhicules Atria II et III, la filiale du groupe bancaire BPCE, logée dans le pôle épargne de [Natixis](#), voit sa dépendance à l'égard de sa maison mère se réduire fortement.

Avant l'opération, l'argent provenant du réseau des [Banques Populaires](#) et de [Natixis](#) représentait respectivement 50% et 28% des capitaux gérés par Naxicap, soit un total de 78% pour l'ensemble de BPCE. Dorénavant, les deux institutions ne contribuent plus qu'à hauteur de 66% des fonds (44% et 22% respectivement), le solde étant représenté par des personnes physiques et des investisseurs institutionnels.

Atria (conseillé par DC Advisory)

compte des noms prestigieux parmi ses clients, dont le fonds de pension californien CalSTRS, la banque privée suisse LGT, [Allianz](#), Pantheon, Fondinvest, ou la Caisse des dépôts. «*Atria a établi des relations de longue date avec les investisseurs institutionnels. Son adossement facilitera notre entrée en relation lors des prochaines levées de fonds*», indique à *L'Agefi* Eric Aveillan, président du directoire de Naxicap.

Cette évolution devrait se révéler favorable aux projets du gérant, qui compte notamment collecter un fonds de dette mezzanine d'environ 200 millions d'euros en 2012. Il sera sponsorisé par [Natixis](#), dans une proportion qui reste à définir, une fois fixées les règles prudentielles de Bâle 3. «*La contribution de 25% un moment évoquée s'est révélée trop élevée et aurait obligé Natixis à consolider la totalité du fonds*», précise Eric Aveillan.

«*Notre objectif est de nous orienter vers la gestion pour compte de tiers, afin de ne pas engager les fonds propres de la banque*», ajoute Dominique Sabassier, directeur du capital-investissement chez [Natixis](#), qui a cédé en 2010 l'essentiel de sa gestion pour compte propre en *private equity* à [Axa P E](#). [Natixis](#) poursuit la réorganisation des activités pour compte de tiers. Il travaille au projet d'intégration de l'activité de capital-risque de [Masseran Gestion](#) (société transférée des Caisses d'Epargne au pôle épargne de [Natixis](#)) à [Seventure Partners](#), attendu au premier trimestre 2012. «*Post-fusion, Seventure devrait afficher 600 millions d'euros d'actifs sous gestion*», indique Dominique Sabassier.

Haitong Securities trébuche aux portes de la Bourse de Hong Kong

Le florissant marché des IPO sur la place asiatique pâtit de la volatilité des marchés dans le sillage de la crise de la dette européenne

par BENOÎT MENU

Le courtier chinois Haitong Securities a de sources concordantes renoncé hier à s'introduire en Bourse de Hong Kong. Dans l'espoir de conditions de marchés plus favorables l'an prochain. Un signe de plus que la volatilité des marchés, dans le sillage de la crise de la dette européenne, peut avoir raison de la superbe de cette place asiatique, la plus active dans le monde depuis deux ans.

Haitong, déjà coté à Shanghai, n'aurait pas suscité une demande suffisante pour ce placement dont il espérait jusqu'à 13 milliards de dollars de Hong Kong, soit près de 1,3 milliard d'euros, malgré le soutien affiché par la société de private equity Warburg Pincus qui s'était engagée à hauteur de 160 millions d'euros. La cotation des titres était prévue dès ce jeudi.

Un revers qui survient alors que la semaine passée deux compatriotes, le joaillier Chow Tai Fook et l'assureur

New China Life, étaient parvenus à écouler à Hong Kong un montant cumulé voisin de 2,5 milliards d'euros, mais au plus bas de la fourchette indicative. Il y a quelques mois déjà, en septembre, le titre du numéro un du courtage en Chine, Citic Securities, avait abandonné 10,5% lors de sa première séance de cotation à Hong Kong.

Aux dires d'un gérant local, «les

Cinq émetteurs encore attendus d'ici à fin 2011

craintes d'une offre excessive de titres ont rendu les investisseurs prudents». Cela même en dépit de la relative prudence de l'émetteur, qui visait une capitalisation représentant 1,17 à 1,32 fois sa valeur nette comptable, contre un ratio de 1,51 pour la moyenne des courtiers cotés en Chine selon Bloomberg. Haitong n'est cependant pas au pied du mur pour lever des capitaux

et peut se permettre d'attendre une amélioration de l'environnement financier, selon un analyste asiatique.

L'évolution du climat des introductions en Bourse à Hong Kong, qui ne semble pas devoir s'améliorer à court terme, sème le doute face aux nombreuses opérations encore envisagées. Pas moins de cinq émetteurs songent à abreuver le marché d'ici à la fin de l'année, notamment dans le secteur des énergies vertes, pour un montant cumulé voisin de 1,1 milliard d'euros, selon la société de suivi des marchés de capitaux IFR.

Déjà, un porte-parole du cimentier chinois Tianrui Group Cement a confirmé hier retarder son processus d'introduction de 200 millions d'euros qui devait être lancé dès cette semaine par une tournée de présentation aux investisseurs.

12



**LE DISPOSITIF
D'INFORMATION
PROFESSIONNELLE**

**100%
FINANCE**

> L'AGEFI Quotidien :
2 éditions 7h et 14h par e-mail
et sur BlackBerry®

> L'AGEFI Hebdo :
le seul magazine dédié
à tous les métiers
de la finance

> www.agefi.fr :
le site BtoB destiné
aux professionnels de la finance



**Informations et abonnements
sur www.agefi.fr/globalfinance**

FIRST FINANCE
TRAINING/CONSULTING

L'AGEFI

NOUVEAU

Novembre 2011 / Janvier 2012

Parcours Décideurs ASSET MANAGEMENT

Partagez les meilleures pratiques métiers
Formation L'AGEFI - FIRST FINANCE

FIRST FINANCE, leader de la formation en finance et L'AGEFI, référence en matière d'information financière, s'associent pour mettre en place une série de journées de formation spécialement conçues pour les dirigeants et décideurs en gestion d'actifs.

OBJECTIFS POURSUIVIS

- **Se former aux dernières évolutions** de l'Asset Management
- **Échanger les meilleures pratiques** avec des professionnels reconnus
- **Benchmarker vos pratiques entre pairs**, lors d'un déjeuner

THÉMATIQUES

Chaque session d'une journée (9h-17h) est dédiée à un enjeu pour les professionnels de la gestion d'actifs :

Journée 1 : Gestion des performance fees

Journée 2 : Gestion du risque en Asset Management

Journée 3 : Traitement post-marché des dérivés OTC en Asset Management

Journée 4 : Systèmes d'information de l'Asset Management

Journée 5 : Externalisation de fonctions dans l'Asset Management

Journée 6 : Pratiques de reporting client

Souscription pour une ou plusieurs journées, contactez : Julien Cros au 01 44 53 75 72

Dates et détail des programmes sur : www.first-finance.fr/agefi

TAUX & CHANGES

INDICES OBLIGATAIRES BARCLAYS CAPITAL					
	Adjusted Duration	Total Return	M-T-D Return	Y-T-D Return	Inception Return
US Treasury	5,91	-0,41	0,11	8,88	1907,00
1 - 3 years	1,95	-0,02	0,05	1,55	148,83
3 - 5 years	3,90	-0,15	0,27	6,23	224,41
5 - 7 years	5,62	-0,33	0,38	10,37	270,20
7 - 10 years	7,80	-0,58	0,33	13,98	298,60
10+ years	16,10	-1,58	-0,42	25,49	2758,00
US Corporate	6,68	-0,56	0,73	7,06	2105,30
US High Yield	4,31	-0,08	1,50	3,79	1157,10
Euro-Aggregate	5,20	-0,04	1,42	1,50	84,38
Treasury	6,07	0,20	1,86	1,28	83,61
1 - 3 years	1,83	0,14	0,76	1,06	63,87
3 - 5 years	3,58	0,20	1,14	1,33	80,72
5 - 7 years	5,07	0,17	1,72	1,13	90,06
7 - 10 years	6,97	0,13	2,40	1,91	93,02
10+ years	12,04	0,32	3,28	0,98	105,13
Corporate	3,79	-0,45	1,24	0,16	81,26
Financial	3,59	-0,48	1,74	-2,16	72,12
Industrial	3,84	-0,37	0,72	2,96	93,95
Utility	4,55	-0,59	0,87	1,57	100,01
AAA	5,71	-0,18	0,91	4,72	93,16
AA	4,75	0,17	1,60	-1,14	77,46
A	4,85	0,18	2,44	-1,55	73,57
BAA	3,78	-0,32	1,42	-1,59	72,44
Sovereign/Supra.	5,22	-0,28	1,06	3,16	92,75
Collateralised	3,90	-0,31	0,48	2,51	82,35
Euro-Aggregate 500+	5,21	-0,04	1,43	1,52	84,65
Euro High Yield	3,46	-0,21	2,41	-3,96	80,14

NIVEAUX MOYEN D'EMISSION SUR LES TCN								MàJ : 08-12-2011	
Echéance	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	5 mois	6 mois	9 mois	1 an	
Corporates									
A-1+/P-1/F-1+	-0,6	2,0	8,6	16,0	21,0	21,3	30,0	35,0	
A-1/P-1/F-1	6,8	12,0	22,0	31,7	38,3	43,8	53,3	61,7	
A-2/P-2/F-2	23,0	38,0	50,0	65,0	75,0	80,0			
A-3/P-3/F-3	67,0	90,0	108,0						
ABCP									
A-1+/P-1/F-1+	73,8	82,5	98,3	N/A	N/A	N/A			
A-1/P-1/F-1	81,3	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A			
Banques									
A-1+/P-1/F-1+	38,0	61,0	81,0	84,3	93,8	109,0	125,0	141,0	
A-1/P-1/F-1	54,0	74,0	95,0	101,3	110,0	124,0	142,0	162,0	
A-2/P-2/F-2	64,0	94,0	117,0	136,7	148,3	168,8			
Supras									
A-1+/P-1/F-1+	-4,4	6,4	14,4	20,0	27,5	35,6	42,0	50,0	

Les niveaux sont des niveaux estimatifs. L'indice est contribué par 5 contributeurs avec un minimum de 2 contributeurs par niveau.

EuroMTS Index (ex CNO-Etrix)							
	1-3 ans	3-5 ans	8-7 ans	7-10 ans	10-15 ans	+15 ans	Global ans
Index	136,25	140,68	143,95	146,70	150,62	155,98	143,50
Duration	1,95	3,55	5,24	7,27	9,72	13,94	6,37
Modified Duration	1,88	3,41	5,03	6,97	9,30	13,32	6,10
Convexity	5,59	15,90	32,46	61,35	110,99	264,71	76,11
Average Coupon	3,92	5,29	4,41	4,00	4,23	5,52	4,59
Average Maturity	2,04	3,93	5,96	8,65	12,47	23,94	8,85
Average Yield	4,06	4,14	4,20	4,31	4,52	4,67	4,43
Weight	25,75	21,76	12,62	19,78	5,44	14,66	100,00
Index Change	0,09	0,18	0,25	0,26	0,24	0,28	0,20
Yield Change	-0,03	-0,04	-0,03	-0,02	-0,02	-0,01	-0,02

ACTIONS

Indices Français					
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)	
CAC 40	3089,59	-2,61	4169,87	16/02/2011	2693,21 23/09/2011
SBF 120	2338,85	-2,59	3109,80	16/02/2011	2074,51 23/09/2011
SBF 250	2287,67	-2,56	3038,98	18/02/2011	2034,18 23/09/2011

Indices européens					
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)	
Europe					
DJ Stoxx 50	2288,08	-1,55	2779,45	18/02/2011	1983,56 23/09/2011
DJ Euro Stoxx 50	2269,46	-3,12	3077,24	18/02/2011	1935,89 23/09/2011
DJ Stoxx 600	236,05	-1,85	292,16	18/02/2011	209,26 23/09/2011
FT Eurofirst 100	2975,86	-1,96	3799,27	25/02/2011	2571,12 23/09/2011
Allemagne					
Dax	5785,43	0,00	7600,41	02/05/2011	4965,80 12/09/2011
Grande-Bretagne					
FTSE 100	5427,86	-1,83	6105,77	21/02/2011	4791,01 09/08/2011
Espagne					
Ibex 35	8381,00	-3,11	11165,00	18/02/2011	7505,30 13/09/2011
Italie					
S&P / MIB	14896,73	-3,79	23273,80	18/02/2011	13114,95 23/09/2011
Suisse					
SMI	5747,09	-0,80	6739,13	21/02/2011	4695,31 09/08/2011
Pays-Bas					
AEX	297,39	-2,36	374,19	18/02/2011	256,36 23/09/2011
Belgique					
BEL 20	2030,47	-2,31	2778,80	28/04/2011	1894,58 25/11/2011
Danemark					
KFX	376,74	-0,91	478,38	03/03/2011	328,94 23/09/2011
Finlande					
HEX	5190,77	-2,84	7934,61	09/02/2011	4880,28 09/08/2011
Norvège					
OBX	341,65	-2,78	420,43	06/04/2011	298,74 04/10/2011

Indices Américains					
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)	
Etats-Unis					
DJ Industrial	12017,30	-1,37	12876,00	02/05/2011	10404,49 04/10/2011
S&P 500	1236,54	-1,49	1370,58	02/05/2011	1074,77 04/10/2011
Nasdaq Composite	2611,17	-1,35	2887,75	02/05/2011	2298,89 04/10/2011
Nasdaq 100	2292,52	-1,13	2438,44	26/07/2011	2034,92 09/08/2011
Canada					
S&P / TSX	11878,66	-1,30	14329,49	07/03/2011	10848,19 04/10/2011
Mexique					
Bolsa	37227,21	1,60	38876,76	03/01/2011	31561,51 08/08/2011
Brésil					
Bovespa	57346,86	-1,53	71923,84	13/01/2011	47793,49 08/08/2011

Indices asiatiques					
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)	
Japon					
Nikkei 225	8653,82	1,38	10891,60	17/02/2011	8135,79 25/11/2011
Topix	746,69	1,16	976,28	17/02/2011	703,88 25/11/2011
Hong-Kong					
Hang Seng	18575,66	-0,06	24468,64	08/04/2011	16170,35 04/10/2011
Australie					
S&P / ASX	4252,80	1,19	4976,40	11/04/2011	3765,90 09/08/2011
Chine					
Shanghai A	2400,79	-1,02	3212,22	18/04/2011	2399,44 12/12/2011
Corée du Sud					
Kospi	1899,76	1,33	2231,47	27/04/2011	1644,11 26/09/2011
Taiwan					
Taipei Wght	6949,04	0,81	9207,33	08/02/2011	6744,26 24/11/2011
Thaïlande					
SET	1034,00	-0,89	1148,28	01/08/2011	843,69 04/10/2011
Indonésie					
Jakarta Composite	3792,15	0,87	4195,72	02/08/2011	3217,95 26/09/2011
Inde					
BSE	2701,72	0,26	3280,77	07/01/2011	2521,95 05/10/2011

L'AGEFI

L'Agence économique et financière fondée en 1911 - 8 rue du Sentier - 75002 Paris - Site Internet : www.agefi.fr Pour joindre directement vos correspondants : Par téléphone : Standard 01 53 00 26 26 - Rédaction (2703) - Par fax : Administration (2627) - Rédaction (2728) - Par e-mail : 1^{ère} lettre du prenomnom@agefi.fr. **Direction** Directeur général, directeur de la publication, directeur éditorial : Philippe Mudry (2704), Directeur général délégué en charge de la gestion et du développement : François Robin (2634) **Rédaction** Rédacteur en chef : Alexandre Garabedian (2646), Rédacteur en chef adjoint : Olivier Pinaud (2608), Rédacteurs : Yves-Marc Le Récur (2667), Patrick Aussanaine (2661), Virginie Deneuville (2687), Antoine Duron (2747), Bruno de Rouillac (2737), Antoine Landrot (2719), Violaine Le Gall (2661), Benoit Menou (2721), Solenn Poullennec (2712), Bruno Sillard (2743) **Edition-Réalisation** Rédacteur en chef technique : Philippe Bonnet (2742), Desk : Régine Kuhn (2735) **Diffusion-Abonnements-Éditions** Service abonnements : Tel : 01 53 00 26 62 - Fax : 01 53 00 27 25 E-mail : abonnements@agefi.fr Chef du service informatique : Jean-François Martins (2709), Responsable administratif et financier : Laurence Limousin (2688), Directeur diffusion et promotion : Carole Mazurier (2614), Chargée du marketing direct : Audrey Jannucci (2642), Responsable réabonnement : Amelle Dutheil (2722), Service relation client : Dominique Murcia(2732) Sabrina Del Rosario (2662), Catherine Mosqueron (2612), Éditions et nominations : Responsable des éditions : Marie-Caroline Crabos (2716), Tarifs abonnements : Agefi Quotidien (au numéro 3€) + Agefi Hebdo + site Agefi.fr 1 an : 599€ HT **Publicité** Directeur commercial : Laurent Luiset (2692) Publicité financière : Adeline Tisseyre (2603), Publicité commerciale et web : Chef de publicité web : Alexandre Bougeard (2671), Anne-Sophie Belin (2680), Elsa Gaillard (2633), Anne-Sophie Orbec (2736), Jean-Paul Grospeilier (2671), Publicité internationale : David Caussieu (06 07 40 54 53), Publicité région Sud Est/Lyon : Jean-Yves Ropert (04 78 23 38 99), Administration-exécution : Claire Vanel (2644), L'Agefi Edition de 7H est édité par : AGEFI SA au capital de 1260000€ Siège social : 8, rue du Sentier - 75002 Paris RCS : Paris B 334 768 652, N° Siret : 33476865200052, N° TVA Intracommunautaire : FR 75 334 768 652. Principal actionnaire : FININTEL, N° Commission Paritaire : 0515 W 90405, N° ISSN : 1776-3193

Icade dans les starting-blocks pour Silic

Groupama devrait annoncer dans la journée la cession d'une participation de 44% de sa filiale foncière Silic à son concurrent Icade, filiale de la CDC, ont déclaré hier deux sources au fait du dossier citées par Reuters. Icade lancera également une offre obligatoire sur l'ensemble des parts de Silic, dont la capitalisation boursière s'élève à 1,18 milliard d'euros et qui gère essentiellement des actifs immobiliers près des aéroports parisiens d'Orly et de Roissy-Charles de Gaulle, ainsi que dans le quartier d'affaires de La Défense. La CDC conserverait une part dans l'entité. Et d'ajouter que l'opération doit permettre à Groupama d'augmenter sa marge de solvabilité de 15 à 20%. La semaine dernière, Standard & Poor's a mis sous surveillance la note de crédit de Groupama, qui pourrait être prochainement reléguée en catégorie spéculative.

Boeing relève son dividende trimestriel de 5%

Le conseil d'administration de Boeing a approuvé une augmentation de son dividende trimestriel de 5%. Le groupe a déclaré un dividende de 44 cents par titre, versé le 2 mars, contre 42 cents prévus précédemment.

Vigueur de l'économie turque

L'économie turque a enregistré une croissance de 8,2% au troisième trimestre, selon des chiffres officiels nettement supérieurs aux attentes et suggérant que le ralentissement souhaité par le gouvernement et la banque centrale n'est pas en vue. Sur les neuf premiers mois de l'année, le PIB du pays augmente de 9,6%.

Truffle Capital s'implante à São Paulo

Le groupe de capital-risque a annoncé qu'il allait s'implanter début 2012 à São Paulo au Brésil, ce qui lui permettra de tirer parti du potentiel de ce pays afin d'y développer les sociétés de son portefeuille et «d'investir dans des sociétés innovantes brésiliennes prometteuses», notamment dans les technologies de l'information.

EDF souhaite reprendre

la main sur Edison

Suite au piétinement des négociations avec ses partenaires italiens concernant l'avenir de l'entreprise transalpine commune Edison, la société française serait prête à accélérer la vente de parts afin de mettre la main sur la coentreprise quitte à perdre les faveurs de l'Etat italien, selon Bloomberg qui cite des sources proches.

Goldman Sachs se développe dans les fonds à dividende

La filiale de gestion d'actifs de la banque américaine a fait part du rachat d'un fonds commun de placement spécialisé dans les actions à dividendes élevés. Goldman Sachs Asset Management s'offre ainsi, pour une somme non dévoilée, Rising Dividend Growth Fund, un fonds de 153 millions de dollars détenu par Dividend Growth Advisors.

Le Crédit Foncier va emprunter auprès des particuliers

La filiale de crédit immobilier de BPCE va lancer début 2012 un emprunt obligataire destiné aux particuliers. Un moyen de diversifier ses sources de financement alors que les turbulences de marché ont ralenti le rythme d'émission d'obligations

foncières. Le Crédit Foncier doit détailler le 10 janvier à la presse les conditions de cet emprunt.

La Grèce veut encore réduire les dépenses

«Nous ne pouvons pas et nous ne devrions pas prendre de nouvelles mesures de collecte de l'impôt», a estimé le ministre des finances grec, Evangelos Venizelos. «Nous devrions réduire les dépenses encore davantage», a-t-il ajouté. Athènes a entamé hier de nouvelles négociations avec la «troïka» pour définir les contours du prochain plan de sauvetage financier.

L'Eiopa propose une méthode de calibrage pour Solvabilité 2

L'autorité européenne de supervision de l'assurance a publié un rapport sur le calibrage des facteurs de risques dans la méthode standard de Solvabilité 2 pour les activités hors assurance vie. Ce rapport vise à définir une méthode de calibrage adaptée et ainsi fournir des recommandations à la Commission européenne pour le calcul des primes et des facteurs de risques de réserve.

Près d'un quart de l'effectif salarié d'Axa séduit par «Shareplan»

2011 »

Axa a annoncé le 23 août dernier le lancement de son offre d'actionnariat salarié «Shareplan 2011», augmentation de capital réservée à ses collaborateurs tant en France qu'à l'international. Plus de 26.000 collaborateurs issus de 42 pays, représentant près de 23 % de l'effectif salarié concerné, ont souscrit à «Shareplan 2011». La souscription totale s'élève à plus de 332 millions d'euros.

Scor étend à nouveau son programme d'obligations catastrophes

Le groupe a placé une nouvelle obligation catastrophe, Atlas VI Capital Limited Series 2011-1 et 2011-2, qui lui fournit des couvertures de 270 millions de dollars contre les ouragans et les tremblements de terre aux Etats-Unis et de 50 millions d'euros contre les tempêtes en Europe. La période de survenance des risques s'étend du 13 décembre 2011 au 31 décembre 2014 pour les Etats-Unis, et du 13 décembre 2011 au 31 mars 2015 pour l'Europe.

15

D'autres essentiels à lire sur notre site :



Michel Prada à la tête des trustees de l'IFRS Foundation

L'ancien président de l'Iosco et de l'AMF a été nommé à la présidence des trustees de l'IFRS Foundation pour un mandat de trois ans à compter du 1er janvier. «Michel Prada a été étroitement associé à la création de l'IFRS Foundation. Il fait sens qu'il prenne la présidence des trustees au moment où les IFRS sont sur le point de devenir des standards mondiaux», souligne un communiqué.

Banque dépositaire - conservateur

Administration de fonds

Services aux émetteurs

www.caceis.com



caceis
INVESTOR SERVICES

solid & innovative

Pour Fitch, le sommet de l'UE accroît la pression sur les notes

Fitch Ratings a estimé hier que l'incapacité des dirigeants européens à trouver une solution «globale» à la crise de la dette avait accru la pression à court terme sur les notes souveraines des pays de la zone euro. Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union a débouché vendredi sur un accord ébauchant un nouveau traité intergouvernemental censé faire avancer l'intégration économique au sein de la zone. *«Il semble qu'une 'solution globale' à la crise actuelle ne soit pas d'actualité»,* selon Fitch. *«L'approche graduelle retenue implique des coûts économiques et financiers supplémentaires par rapport à une solution globale immédiate. Cela signifie que la crise se poursuivra à des niveaux d'intensité variables tout au long de 2012 et probablement au-delà, jusqu'à ce que la région soit en mesure de connaître une reprise économique solide»,* ajoute l'agence.

American Tower s'offre des actifs mexicains de Telefonica

Le groupe américain spécialisé dans les infrastructures de téléphonie mobile va racheter jusqu'à 2.500 tours de télécommunication à la filiale mexicaine de Telefonica, Pegaso PCS, pour environ 500 millions de dollars.

Les sociétés françaises sous private equity en forme

Selon une étude réalisée par l'AFIC en collaboration avec Ernst&Young, les sociétés françaises sous private equity ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 7,2% entre 2009 et 2010. Les effectifs ont progressé dans le même temps de 2,9%. L'échantillon est composé de 2.086 sociétés ayant leur siège social en France.

Les fonds d'arbitrage engrangent les souscriptions

Les fonds alternatifs devraient terminer 2011 sur un volume de souscriptions nettes cumulées qui n'aura jamais été aussi élevé depuis la faillite de Lehman Brothers. L'indice GlobeOp Capital Movement a augmenté de 1,55 point à 141,01 points ce mois-ci, dépassant la barre des 140 points pour la première fois depuis octobre 2008.

Martin Marietta veut s'emparer de Vulcan

Le groupe américain spécialisé dans les granulats a lancé une offre de rachat hostile en titres de 4,7 milliards de dollars sur son concurrent Vulcan Materials. L'offre prévoit l'échange d'un titre Vulcan contre 0,5 action Martin Marietta. Elle représente une prime de 15% sur la moyenne des cours de clôture de Vulcan durant les dix derniers jours.

Forte baisse des rachats d'obligations de la BCE

La Banque centrale européenne a racheté pour 635 millions d'euros d'obligations d'Etat au cours de la semaine au 9 décembre, contre 3,66 milliards la semaine précédente. L'institut d'émission précise que le montant total de ses rachats d'obligations souveraines dans le cadre de son programme exceptionnel réactivé en août atteint désormais 207,5 milliards d'euros.

Baisse du déficit américain en novembre

Le déficit budgétaire américain a reculé à 137,3 milliards de dollars en novembre, contre 150,39 milliards un an plus tôt et 139 milliards de dollars anticipé par le consensus Reuters, a annoncé hier le Trésor

américain. Le déficit sur l'ensemble de l'exercice débuté en octobre s'élève à 235,77 milliards, contre 290,83 milliards sur la même période l'année précédente.

Pas de hausse d'impôts en Espagne

L'Espagne n'augmentera pas la pression fiscale pour résoudre ses difficultés budgétaires, a déclaré hier le Parti populaire (PP), dont le leader, Mariano Rajoy, a prôné l'austérité pour réduire les déficits et la dette. Le porte-parole du PP a expliqué qu'une augmentation de la fiscalité serait malvenue alors que la croissance faiblit et que l'économie peine à créer de l'emploi.

GE Capital Real Estate lève 400 millions d'euros

Pour un nouveau véhicule baptisé «Gateway» et destiné à investir dans l'immobilier de bureaux à Londres, Paris, Berlin, Hambourg, Francfort, et Munich, GE Capital Real Estate a levé 400 millions d'euros auprès d'investisseurs tiers. La taille totale de la base d'actifs devrait atteindre un milliard d'euros avec une période d'investissement de deux ans, pouvant être prolongée d'une année.

ING lance une offre sur

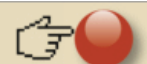
5,8 milliards d'euros de dette

Le groupe néerlandais de services financiers a proposé de racheter et d'échanger 5,8 milliards d'euros de dette subordonnée afin de renforcer son profil financier. ING a fait trois offres pour sept tranches de titres de dette, avec des prix d'offre variant de 58% à 87% de la valeur nominale. Le groupe batave suit ainsi des rivaux tels que Lloyds Banking Group, BNP Paribas ou Commerzbank.

Sino-Forest en défaut de paiement

La société chinoise cotée à la Bourse de Toronto sous le coup d'une enquête pour fraude a indiqué qu'elle ne pourra s'acquitter d'une échéance de paiement d'intérêts sur une ligne d'obligation convertible de 9,8 millions de dollars prévue jeudi et qu'il n'y avait aucune certitude sur la publication de ses comptes du troisième trimestre. Sino-Forest a dit envisager ses options stratégiques, incluant la vente de tout ou partie de ses actifs. La chute de l'action aurait déjà coûté 3,3 milliards de dollars canadiens aux investisseurs, selon Bloomberg.

D'autres essentiels à lire sur notre site :



16

Fondaria-SAI s'adjoint les services de Goldman Sachs

Le principal assureur automobile italien a nommé Goldman Sachs pour le conseiller sur les options à sa disposition afin de renforcer sa base de fonds propres. Fondaria-SAI précise que son conseil d'administration étudie toutes les opérations possibles en vue de soutenir sa marge de solvabilité. Studio Carbonetti a été nommé conseiller juridique.

Nordea

Combining the best of Big and Boutique*



Contactez-nous au +33 1 56 43 50 29

www.nordea.fr

Investment Funds

*Combiner la taille d'un grand groupe et l'esprit boutique

NOMINATIONS

GARANCE WATTEZ-RICHARD Directeur relations presse et réputation, **AXA**. 38 ans, London School of Economics, IEP Paris, Insead. Début de carrière auprès de la Commission européenne puis au sein du bureau du chef économiste de la BERD. Consultante en stratégie notamment pour Arthur D. Little à Londres (2000



-04). Chargée de mission en communication auprès du directeur de la communication et du directeur général (2005) puis responsable de la marque, du marketing institutionnel et du marketing de la recherche (2007) d'Axa Investment Managers. Directeur des relations presse et de la réputation du Groupe Axa (depuis 2011).

FABRICE ASVAZADOURIAN Senior Partner, Global Co-Head services financiers, **Roland Berger Strategy Consultants**. Ingénieur civil des mines, HEC (1987). Dirigeant d'une PMI, responsable de la division services financiers à Paris d'Oliver Wyman, Senior Partner, Global Co-Head services financiers au sein de Roland Berger Strategy Consultants (depuis 2011).

HAKIM EL KAROUI Partner, **Roland Berger Strategy Consultants**. 40 ans, Ecole nationale supérieure (1997), agrégation de géographie, DEA de géopolitique. Début de carrière à l'ambassade de France en Egypte (1995), en poste au sein de Bernard

Krief Consulting (1998), professeur assistant à l'Université de Lyon (2000-02), conseiller technique en charge de la rédaction des discours puis du secteur médias au sein du cabinet de Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre (2002), conseiller auprès de Thierry Breton, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (2005), directeur adjoint (2006) puis directeur (2009) de Rothschild & Cie, Partner au sein de Roland Berger Strategy Consultants (depuis 2011).

ISABELLE FOUGERAS Directrice communication France, **Altran**. 43 ans, Ecole supérieure de commerce Compiègne (1991). Altran : chargée de la

communication interne, événementielle et de recrutement au groupe puis responsable de la communication au sein d'Altran Technologies (2004), responsable communication pour Altran Technologies et Information Paris (2006), directrice communication France (depuis 2011).

AGATHE WEIL Responsable coordination internationale communication groupe, **Altran**. 27 ans, Master en communication d'entreprise et d'influence ISCPA (2008). Chargée d'un audit de communication interne et externe au sein de la banque d'investissement de la Société Générale (2007), chargée du pilotage de la communication interne

(2008) puis responsable communication interne groupe (2010) de Geoservices, responsable coordination internationale de la communication groupe d'Altran (depuis 2011).

BENJAMIN ARRAGON Directeur juridique et financier, **O2I**. MSG-DESS Université Paris Dauphine, diplôme en droit des affaires Université Paris X Nanterre. Avocat. Directeur juridique et administratif (2011) puis directeur juridique et financier (depuis 2011) du Groupe O2i.

D'autres nominations à lire sur notre site :



17

L'AGEFI
Database

LE FICHIER NOMINATIF
100 % FINANCE ET ENTREPRISES

50 000
contacts

Location et vente de fichiers qualifiés,
mise à jour en temps réel

• Une offre ciblée sur le
management des Grandes
Entreprises et sur le Secteur de
la Finance

• Des fichiers exclusifs pour
vos campagnes postales ou
électroniques

• Un ciblage en ligne sur
<http://kiosque.agefi.fr>

CONTACT ET DEVIS - Dominique MURCIA
Tél. : 01 53 00 27 32 - email : dmurcia@agefi.fr

LA REVUE DE PRESSE

Plaidoyer pour un nouveau géant russe de l'acier

Dans un entretien accordé au quotidien, le président-fondateur d'Evraz, Alexander Abramov, évoque l'éventualité d'une fusion avec son homologue russe Severstal. Il estime ainsi que fusionner les deux groupes qui combinent une capitalisation boursière de quelque 12 milliards de livres (14 milliards d'euros) serait «une bonne idée». «J'imagine que cela aurait pas mal d'avantages» rajoute-t-il. Tout projet devrait obtenir l'aval de Roman Abramovich, actionnaire majoritaire d'Evraz avec 35% des actions, ainsi que de l'homme d'affaires Alexei Mordashov, qui est à la fois le directeur général de Severstal et son actionnaire majoritaire.

FINANCIAL TIMES

JPMorgan Chase amateur d'« Obligations Corzine »

Le journal rapporte que George Soros n'aurait pas été le seul à faire son marché sur la dépouille de MF Global. JPMorgan Chase ainsi qu'au moins une société d'investissement d'importance auraient racheté des obligations italiennes jusqu'ici détenues par MF Global Holdings («Corzine Bonds» du nom de son ancien dirigeant), soit les mêmes titres ayant plongé ce dernier en situation de faillite.

Wall Street Journal

Le Japon reste fidèle aux avions de chasse américains

Le Japon devrait opter pour le «F-35» de Lockheed Martin afin de remplacer sa flotte d'avions de combat de «F-4 Phantom», selon le quotidien nippon qui ne cite pas ses sources. Le gouvernement doit trancher officiellement vendredi entre deux modèles américains, le «F-35» et le «F/A-18» de Boeing, et un modèle européen, l'«Eurofighter Typhoon».

Nikkei

BG Group souhaite céder sa part dans Gujarat Gas

La société de production gazière et pétrolière aurait sollicité les conseils de Citigroup pour négocier la vente de sa participation de 65,12% dans Gujarat Gas, qui possède une valeur de marché d'environ 600 millions de dollars, selon le quotidien qui cite des sources proches du dossier. BG Group souhaiterait également céder une partie de ses activités au Brésil pour satisfaire ses besoins en capitaux.

Financial Times

L'inflation chinoise en pente douce

Selon Li Daokui, conseiller de la Banque populaire de Chine cité par le journal, la hausse des prix à la consommation devrait ralentir à un rythme de 2,9% l'année prochaine. Li Daokui anticipe également une baisse du prix des biens immobiliers, et table sur une poursuite des mesures déjà engagées par Pékin cette année pour relancer l'activité.

China Business News

Coca-Cola croit en l'Allemagne et en l'Europe

Dans un entretien au quotidien, le directeur général du groupe de boissons, Muhtar Kent, se réjouit de la croissance enregistrée sur le vieux continent au cours des trois premiers trimestres de l'année. Le dirigeant estime que l'Allemagne est la seule économie «saine» en Europe après les réformes menées en 2004 et veut croire à l'avenir de la zone euro.

Financial Times

La Chine pose ses conditions à l'aide européenne

Pékin va soumettre son aide à l'Europe à certaines conditions, dont le soutien du Vieux continent à l'accès de la Chine au statut d'économie de marché, indique au journal le directeur du centre de recherche économique de l'Université de Pékin, Yao Yang. Ce dernier reconnaît néanmoins que la faillite de l'euro sera néfaste à la Chine, laissant le dollar comme seule monnaie de réserve.

China Daily

L'AGEFI
le dispositif
d'information
100%
professionnel



L'AGEFI QUOTIDIEN

éditions de 7h et 14h

>> votre rendez-vous avec
l'actualité des marchés

+ d'infos



L'AGEFI HEBDO

>> votre rendez-vous
avec tous les métiers
de la finance

+ d'infos

Informations et abonnements :
www.agefi.fr

Le rachat de T-Mobile USA par AT&T ne semble plus tenir qu'à un fil

Une juge a accordé un délai d'un mois à l'opérateur américain pour revoir les conditions de son offre, minée par l'aspect concurrentiel

par BENOÎT MENOU

Annoncé en mars dernier pour 39 milliards de dollars, soit près de 30 milliards d'euros, le rachat par AT&T de la filiale américaine de téléphonie mobile de Deutsche Telekom, T-Mobile USA, reste la plus importante opération de fusion-acquisition dévoilée en 2011. Las, les palabres, en premier lieu autour du délicat sujet de la concurrence (l'opération devant réunir les numéros deux et quatre du secteur), traînent en longueur et la transaction pourrait bien ne jamais voir le jour. Tout du moins à une échelle aussi ambitieuse.

Hier, la juge Ellen Segal Huvelle a accordé aux partis, AT&T et le ministère de la justice, le report au 18 janvier de l'audience devant examiner une éventuelle atteinte à la libre-concurrence posée par la transaction. Une audience jusqu'alors prévue ce jeudi. AT&T gagne ainsi un mois de réflexion, ayant jusqu'au 12 janvier pour confirmer ou non auprès du tribunal son

projet d'acquisition dans un document, dont la présentation en audience est fixée au 18 janvier. Le 24 novembre déjà, AT&T avait retiré sa demande d'accord auprès du régulateur du secteur des télécoms, son président ayant fait savoir qu'il songeait à demander une étude en détail de la transaction envisagée qui pourrait durer une année.

Une indemnité de rupture de 4 milliards de dollars

Cette demande de report approuvée hier par la juge de Washington pourrait être un aveu que la transaction initiale ne se fera pas. Elle a précédemment indiqué que les discussions devaient faire intervenir ensemble le ministère de la justice et l'autorité de la concurrence. AT&T doit maintenant chercher à négocier tant avec le ministère de la justice qu'avec Deutsche Telekom pour

trouver une solution de remplacement. Le groupe chercherait à céder à des opérateurs régionaux jusqu'à 40% des actifs de T-Mobile USA. «*Nous cherchons activement à évaluer s'il nous faut ou non, et dans quelle mesure, revoir les conditions de notre projet afin d'obtenir les approbations réglementaires nécessaires*» a tenu à signaler l'opérateur télécoms américain hier, laissant pour la première fois apparaître publiquement l'éventualité d'une révision de l'accord annoncé au printemps dernier. Les négociations avec l'interlocuteur allemand sont également cruciales, le coût d'un abandon du projet se chiffrant en milliards de dollars. Le mois dernier, AT&T a indiqué inscrire une provision de 4 milliards de dollars correspondant à l'éventuelle indemnité de rupture à verser à T-Mobile USA.

19

Intel pénalisé par des problèmes d'approvisionnement en disques durs

Le géant américain a réduit d'environ un milliard de dollars sa prévision de chiffre d'affaires pour le compte du quatrième trimestre

par ANTOINE DUROYON

Les investisseurs ont fraîchement accueilli hier l'avertissement sur le chiffre d'affaires trimestriel d'Intel. Une douche froide après les bons résultats du troisième trimestre, marqués par des ventes supérieures aux prévisions. L'action du groupe californien a clôturé en repli de 4,04% à 24 dollars. C'est une pénurie en disques durs, principalement liée aux inondations en Thaïlande, qui a motivé cette révision, les ventes étant désormais attendues au quatrième trimestre entre 13,4 et 14 milliards de dollars, contre une précédente estimation comprise entre 14,2 milliards et 15,2 milliards de dollars. Le consensus Bloomberg le donnait jusqu'à présent à 14,7 milliards de dollars.

Les usines thaïlandaises produisent environ un quart des composants

informatiques au niveau mondial. [Intel](#), de son côté, équipe avec ses puces environ 80% des ordinateurs individuels vendus dans le monde. Le groupe a été touché par ricochet, ses clients ayant diminué leurs commandes de microprocesseurs au cours des deux dernières semaines après avoir été informés de difficultés d'approvisionnement en disques durs par leurs fournisseurs, a expliqué hier le directeur financier du groupe, Stacy Smith, lors d'une conférence téléphonique. Hewlett-Packard, [Dell](#) et Quanta Computer sont les premiers clients d'Intel, selon des données collectées par Bloomberg. Et la tendance devrait perdurer. «*La plupart de nos clients craignent que la pénurie ne se poursuive, en particulier au début du premier trimestre de l'an prochain*», a ajouté Tom Kilroy, vice-président.

Les ventes de serveurs et la demande dans les pays émergents constituent toutefois des «*poches de solidité*», a nuancé Stacy Smith. [Intel](#) s'attend à ce que l'offre rencontre la demande «*quelque part*» au cours du premier semestre de 2012. «*La bonne nouvelle est que la marge brute sera inférieure de seulement 50 points de base aux prévisions antérieures*», s'est félicité Daniel Berenbaum, analyste chez MKM Partners. [Intel](#) table en effet sur une marge brute de 64,5% au quatrième trimestre - plus ou moins quelques points de pourcentage - contre un objectif antérieur de 65%. Et le courtier Stifel Nicolaus table sur un effet d'accélération au moment où les stocks se reconstitueront.